

VILLEURBANNE : après le vote unanime du conseil municipal Non au consensus avec Macron pour dénationaliser l'École **ABANDON DU PROJET DE « CITÉ ÉDUCATIVE » !**

Le 11 octobre, le conseil municipal de Villeurbanne a voté à l'unanimité sa candidature pour constituer une "Cité éducative" impliquant **11 500 élèves** de 5 collèges en éducation prioritaire (Les Iris, Le Tonkin, Jean Jaurès, Lamartine et le futur collège Chabroux) et des 18 groupes scolaires de leur réseau.

De quoi s'agit-il ?

Le label de « Cité éducative » lancé en 2019 par Macron et son ministre Blanquer s'inscrit dans le cadre de leur offensive pour dénationaliser l'École publique.

Chacune des 126 (bientôt 200) « Cités éducatives » regroupe les écoles et collèges d'un quartier avec d'autres "partenaires" (dont associations et entreprises) dans une structure unique. Elle est placée sous l'autorité d'une troïka « Inspection académique - Préfet – Municipalité ». Son projet éducatif est local et financé par un fonds géré de façon autonome.

Les élèves comme les personnels n'y dépendent donc plus simplement de l'Éducation nationale garantissant les mêmes droits pour tous.

Après avoir cassé le baccalauréat national, Macron et Blanquer s'attaquent ainsi à l'égalité devant l'instruction sur tout le territoire. Macron l'a expliqué lui-même à Marseille à la rentrée :

« On a commencé avec les cités éducatives et c'est ça qu'on va démultiplier »

Ce modèle, Macron prétend l'amplifier pour son « école du futur » : dans 50 écoles de Marseille, les règles nationales ne s'appliqueraient plus dès à la rentrée prochaine.

Placées sous la coupe de la municipalité et « d'acteurs extra-scolaires », ces écoles auraient un projet pédagogique dérogatoire en terme de rythmes scolaires, de contenu des apprentissages, de façon d'enseigner... et les directeurs y choisiraient leurs enseignants !

De Marseille au Val-de-Marne, les personnels défendent l'égalité des droits

Cette expérimentation est largement rejetée et la mobilisation s'appuie sur l'unité des syndicats enseignants CGT Educ'action, SE-UNSA, SNUDI-FO, SNUipp-FSU, Sud éducation et CNT-SO qui exigent : « *Plan 50 écoles Marseille : Abandon du projet d'expérimentation, de contractualisation des moyens et de recrutement par les directeurs d'école* ». Une exigence reprise dans tout le pays, car l'enjeu est national.

La résistance s'organise aussi face à l'extension des « Cités éducatives ». Ainsi dans le Val-de-Marne, **le Maire (PCF) de Villejuif vient d'y renoncer** face à l'unité des enseignants avec leurs syndicats ; une même mobilisation est en cours à Valenton avec les syndicats CGT, FO et FSU du 1^{er} et du 2nd degré.

Le consensus avec Macron menace l'École publique : Villeurbanne doit en sortir !

Dans les « Cités éducatives » existantes comme partout, les personnels et leurs élèves sont confrontés aux mêmes problèmes : manque de moyens, de RASED, d'AESH...

Comment les élus PS, PCF, LFI, EELV... de la majorité municipale de Villeurbanne peuvent-ils voir dans cette candidature « *une belle opportunité* » et ainsi participer à la politique de Macron contre l'École ? Eux qui proclament leur opposition à Macron quand il s'agit de l'élection présidentielle...

Non ! À Villeurbanne comme ailleurs, l'heure est à la mobilisation unie des enseignants avec leurs organisations, avec les parents, pour que la Mairie abandonne son projet de « Cité éducative » !

.....

Pour répondre aux besoins urgents des élèves et personnels de TOUS les établissements scolaires, il faut embaucher massivement des enseignants, des AESH, des AED, des agents territoriaux...

Et pour cela, il faut réquisitionner les 600 milliards d'euros offerts par le gouvernement aux capitalistes depuis le début de la pandémie.

**La démocratie exige : les 600 milliards doivent être rendus au peuple !
Rassemblons-nous au meeting national samedi 22 janvier 2022 à Paris**